



Dynamique démographique et la crise dans les pays autour du Lac Tchad

Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Dynamique démographique et la crise dans les pays autour du Lac Tchad

Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Sommaire

Liste des tableaux et graphiques	5
Avant-Propos	6
1 Contexte et Objectifs	8
2 Approche Méthodologique	10
Sources de données	10
Méthodes	13
Définitions	13
3 Insécurité dans le BLT	14
4 Profils démographiques des pays autour du BLT	16
Population et accroissement démographique autour du BLT	16
Structure par âge et fenêtre d'opportunité démographique	18
5 Facteurs sociodémographiques liés à l'Insécurité dans les pays en crise et dans le BLT ...	20
Niveau de fécondité et Insécurité	20
Age Médian et insécurité	21
Niveau de pauvreté et insécurité	22
6 Implications de l'insécurité pour le développement dans le BLT	26
Décès maternels et accouchements assistés par du personnel qualifié	26
Prévalence contraceptive et fécondité des adolescentes	27
Education	30
Dépendance économique	31
7 Réponse humanitaire de l'UNFPA dans le BLT	34
8 Conclusion et Recommandations	36
Annexes	38
Références	42

Liste des tableaux et graphiques

Tableaux

Tableau 1 : Niveau de sécurité dans zones affectées par Boko Haram	15
Tableau 2 : Déficit / Surplus du BLT (en milliards USD)	31
Tableau 3 : Quelques statistiques sur les pays du BLT	38
Tableau 4 : Répartition de l'échantillon des pays retenus pour l'étude	40
Tableau 5 : Pays en situation de crise prolongée par le SMIAR de la FAO	41

Graphiques

Graphique 1 : Cartographie des pays ayant traversé une situation de crise prolongée	11
Graphique 2 : Temps de doublement par pays selon l'accroissement démographique	17
Graphique 3 : Evolution de la structure par âge de la population dans la région du BLT	19
Graphique 4 : Variation de la dépendance démographique en fonction de la fécondité par pays dans la région du BLT	19
Graphique 5 : Variation de la dépendance des jeunes selon la fécondité par catégorie de région (que signifie RDDJ ?)	20
Graphique 6 : Variation de l'âge Médian par catégorie de région (en années)	21
Graphique 7 : Variation du niveau de pauvreté par catégorie de région (%)	23
Graphique 8 : Variation du niveau de pauvreté en fonction du ratio de dépendance des jeunes ...	25
Graphique 9 : Variation de la mortalité maternelle selon l'assistance à l'accouchement par catégorie de région	27
Graphique 10 : Variation de la fécondité en fonction de la prévalence contraceptive	28
Graphique 11 : Variation de l'indice de parité fille/garçon par catégorie de région	30
Graphique 12: Profil moyen régional du BLT en 2014 (Milliards USD) et le Profil agrégé régional du BLT en 2014 (USD)	33



Avant-Propos

Malgré le fort potentiel économique qu'il présente du fait de l'existence et de l'exploitation de ressources minières abondantes (pétrole au Cameroun, au Nigéria et au Tchad, uranium au Niger), le bassin du Lac Tchad est confronté à de nombreux défis écologiques, socioéconomiques et sécuritaires. En plus des changements climatiques (sécheresse constante) qui accentuent le retrait progressif des eaux du lac, et leurs répercussions sur la pauvreté, il règne dans cette partie de l'Afrique un extrémisme violent lié à des actes terroristes perpétrés par les éléments de Boko Haram qui mènent régulièrement depuis 2002 des attaques contre des localités frontalières. Ces événements récents observés aussi bien au Cameroun, au Nigeria, au Niger et au Tchad, en attirant l'attention sur le développement du terrorisme international ainsi que sur la vulnérabilité des populations et de l'ensemble de la région.

Cette partie de l'Afrique de l'Ouest et du Centre est au centre des préoccupations internationales en matière humanitaire et de développement.

Parmi les multiples causes de ces crises observées dans la région, figure la forte croissance démographique (l'une des plus élevée du monde) qui verra la population de ces pays doubler dans les vingt prochaines années. En effet, alors que des progrès significatifs sont réalisés dans les autres régions du continent africain, les pays autour du Lac Tchad sont tous à la traîne dans leur transition démographique. La baisse de la mortalité des enfants observée au cours de ces dernières années dans cette région comme dans la plupart des pays du monde, n'a pas encore conduit à une baisse conséquente de la fécondité, comme cela est prédit dans le schéma classique de la transition démographique. Dans la plupart des pays le nombre moyen d'enfants par femme est encore élevé et ne connaît pas pour le moment une baisse significative. Il avoisine ou dépasse 5 enfants par femme.

Ces crises multiformes observées dans les pays autour du lac Tchad sont une incitation pour la communauté internationale à apporter une réponse à ces nombreux défis à travers des actions concertées aussi bien dans le domaine humanitaire qu'en matière de développement durable, en accordant une priorité aux populations les plus vulnérables, notamment les jeunes et les femmes. Cette vision prospective doit inclure des réflexions plus profondes et plus stratégiques sur l'accompagnement social et économique qu'il serait souhaitable de mettre en œuvre.

Une absence d'investissements conséquents dans ces domaines, notamment dans l'éducation, la santé et la création d'emplois stables pour les jeunes, aura en effet des conséquences plus graves pour ces pays, qui se traduiront par une augmentation du nombre de grossesses d'adolescentes et de jeunes chômeurs ou d'inactifs, un secteur informel en pleine croissance avec une faible productivité et une plus petite proportion de travailleurs salariés. C'est dans un tel contexte que les migrations peuvent apparaître pour les jeunes comme une alternative au manque d'emploi, et pourraient s'intensifier au cours des décennies prochaines et exacerber les tensions régionales, les catastrophes humaines ou la radicalisation déjà observées.

C'est pourquoi, le Fonds des Nations Unies pour la population, ayant pris la pleine mesure de la situation, a inscrit les concepts du « *No one left behind* » et du « *Put Young People First* », qui sont des promesses centrales de l'Agenda 2030 pour le développement durable, au cœur de sa vision en matière de développement. Cela pour traduire la priorité qu'il accorde aux femmes et aux jeunes et marquer son engagement à contribuer à trouver une réponse efficace aux nombreux problèmes de ces groupes cibles. Cette vision s'inscrit également dans la pensée de M. Antonio Guterres, secrétaire général des Nations Unies qui estime que « *Plus de ¾ des africains ont moins de 35 ans. Pour tirer profit de cet énorme potentiel nous avons besoin de plus d'investissements dans l'éducation, la formation, le travail décent et nous devons aussi impliquer les jeunes dans la construction de leur propre avenir... Investir dans les jeunes c'est aussi assurer notre sécurité collective* ».

Je voudrais donc exhorter l'ensemble des partenaires au développement y compris la communauté des bailleurs à s'associer à ce combat et à mettre en place une stratégie plus efficace pour le développement des pays autour du lac Tchad.



Mabinque NGOM

Directeur Régional de l'UNFPA
Pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

1

Contexte et Objectifs

Depuis la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD), tenue au Caire en septembre 1994, les interrelations entre population et développement et leur prise en compte dans les plans et programmes de développement sont au cœur des préoccupations mondiales. Il est suggéré à tous les décideurs politiques du monde de faciliter l'accès aux services de santé de la reproduction à tous ceux qui n'ont pas les moyens d'en assumer le coût intégral et faire la promotion de l'utilisation de ces services par ces populations démunies. Les gouvernements, qui étaient jusque-là hostiles à l'idée d'une politique orientée vers la planification familiale, ont été également interpellés pour créer, dans le cadre de leurs politiques de développement, un climat favorable à la prestation de services de santé de la reproduction de bonne qualité afin de maîtriser l'accroissement de la population.

Plus récemment, l'Union Africaine (UA) et la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) ont également recommandé que les pays africains intègrent la dimension démographique dans tous les programmes de développement et renforcent le lien entre le dividende démographique et la croissance économique, y compris en faisant la promotion d'un développement inclusif.

Au même moment, de nombreux pays africains sont confrontés à des conflits de toutes sortes y compris les conflits armés opposant des insurgés civils aux gouvernements ainsi que des situations d'instabilité politique.

Si les causes immédiates de la plupart de ces crises sont à rechercher dans le chômage des jeunes, l'ampleur des inégalités sociales et la mauvaise gouvernance, le facteur démographique y est pour quelque chose et est de plus en plus évoqué

dans la littérature. Dans la plupart des cas, ces conflits ont lieu dans un contexte social marqué par une transition démographique très lente, alimentée elle-même par des niveaux de mortalité et de fécondité relativement élevés, et des structures par âge de la population dominées par les jeunes de moins de 30 ans.

Dans bien des cas, la précarité des conditions de vie et le manque de possibilités d'emplois rend ces jeunes vulnérables à toutes formes de manipulation et aux fausses promesses des extrémistes et à la traite des êtres humains. Si certains d'entre eux choisissent d'engager une aventure à l'étranger à la quête d'une situation économique meilleure aux conséquences souvent imprévisibles, la plupart n'ont pas de choix et sont obligés de manifester leur mécontentement dans la rue en créant du coup un marché facile pour les seigneurs du grand banditisme y compris les terroristes internationaux.

C'est ainsi que de plus en plus d'auteurs du monde scientifique ont tenté de lier la survenance de ces conflits aux faibles progrès réalisés par les pays dans leur transition démographique et à la structure par âge de la population, mais peu d'entre eux ont eu recours aux outils statistiques pour confirmer cette hypothèse.

Cette étude est réalisée pour apporter une contribution dans ce sens à travers une analyse des enjeux et défis démographiques et économiques dans les pays autour du Lac Tchad (BLT) en rapport avec la crise sécuritaire et les conflits armés observés dans cette région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (Cameroun, Niger, Nigeria, Tchad). Elle vise à fournir une base d'évidence pour le développement et la mise en œuvre de projets pour assurer la stabilité et le développement dans cette région. A partir de quelques exemples de pays choisis à travers le monde, elle se fonde sur cette hypothèse que la survenue de conflits armés ou de crises sécuritaires est effectivement liée à une dynamique démographique incontrôlée qui n'a pas été suffisamment prise en compte dans les politiques et programmes nationaux de développement.



2

Approche Méthodologique

La présente étude est un essai d'analyse statistique de la relation entre la dynamique de la population et le risque de survenance d'un conflit armé ou d'une crise sécuritaire.

Elle se fonde sur l'hypothèse selon laquelle la survenance des conflits majeurs qu'ont connus certains pays à travers le monde est liée à leur dynamique démographique et leur structure de la population qui sont caractérisées par une forte fécondité et une forte jeunesse de la population. Cette hypothèse est ensuite testée sur le BLT qui est une région confrontée depuis plus d'une décennie à une crise sécuritaire et des conflits armés qui opposent des éléments insurgés qui mènent régulièrement des actes terroristes et sont combattus par l'armée régulière.

Sources de données

Pour les besoins d'analyse, un échantillon de 51 pays du monde y compris les vingt-trois (23) pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre couverts par le bureau régional du Fonds des Nations Unies pour la Population (WCARO, UNFPA) a été retenu sur la base des pays répertoriés par la FAO comme ayant connu ou non une crise prolongée¹ et les pays en conflits actuellement assistés par UNFPA.

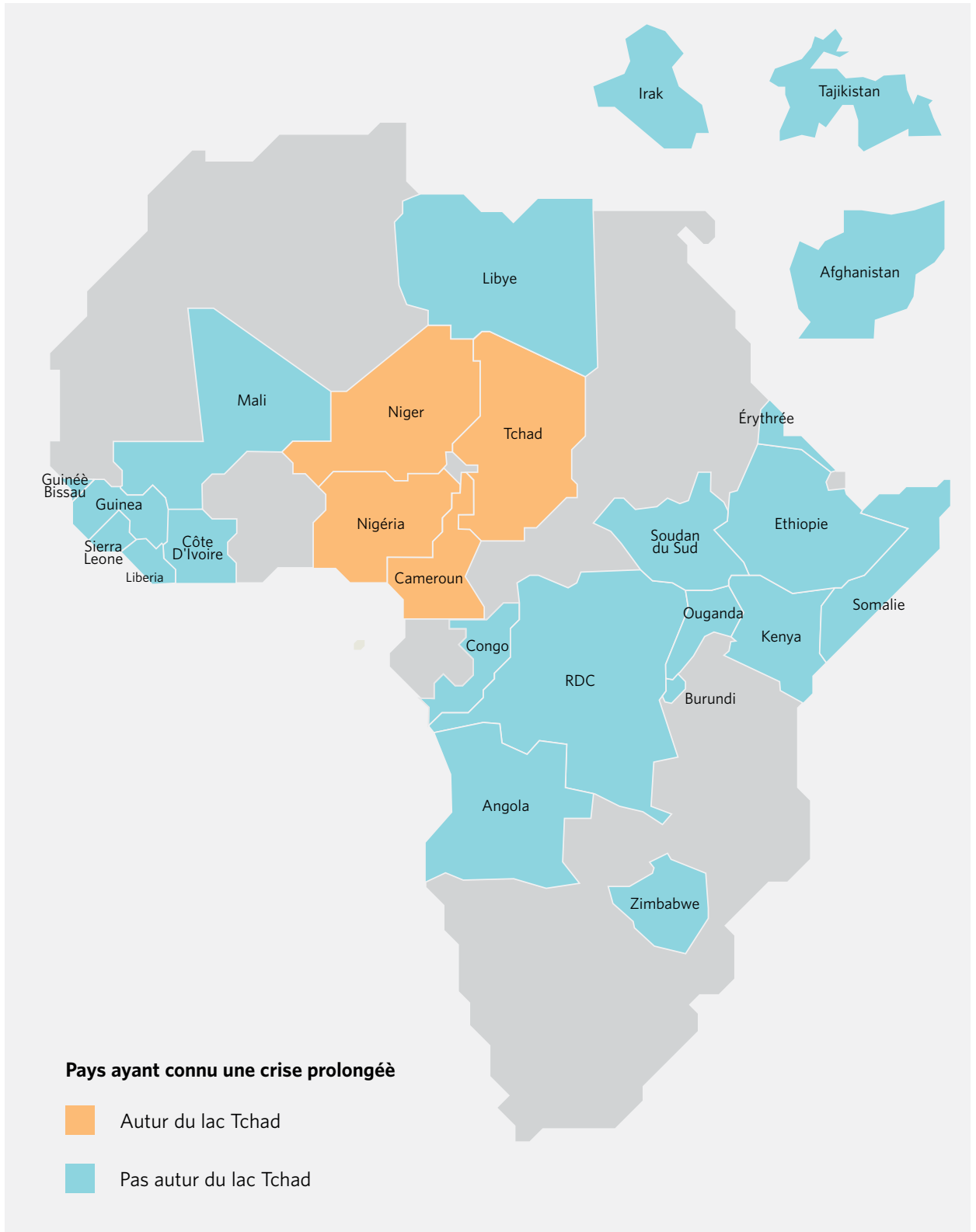
L'analyse s'est aussi basée sur les données démographiques et socio-économiques pour les pays considérés dans cette étude et publiées par l'UNFPA dans son dernier rapport sur l'État de la population.

1. Système Mondiale d'Information et d'Alerte Rapide (SMIAR) développé par la FAO

GRAPHIQUE 1

Cartographie des pays ayant traversé une situation de crise prolongée

Source : UNFPA WCARO, 2017





Méthodes

Une analyse comparative est utilisée pour cerner et délibérer sur la problématique abordée dans cette étude. Trois groupes de pays sont ainsi retenus :

- Le premier groupe est composé de 28 pays² qui ont connu une crise politique prolongée ayant conduit à des déplacements massifs de populations pendant ces vingt (20) dernières années.
- Le second groupe comprend 23 pays³ qui n'ont jamais connu une situation d'instabilité majeure dans la même période.
- Le troisième groupe comprend les 4 pays autour du BLT, à savoir le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad. Il convient d'indiquer que ces 4 pays font également partie du premier groupe de pays qui ont connu une crise politique prolongée ayant conduit à des déplacements massifs de populations pendant ces vingt (20) dernières années.

A partir des données démographiques et socio-économiques collectées pour chaque pays, les mêmes statistiques ont été estimées pour chaque groupe à l'aide de pondérations appropriées. Le souci de percevoir le cas spécifique des pays autour du lac Tchad a conduit à la considération du troisième groupe constitué des quatre pays qui composent cette région.

Définitions

Il n'existe pas de définition claire et simple de l'expression «pays confronté à des problèmes de sécurité». Pour aider à la compréhension des termes de bases employés dans cette étude, les définitions suivantes ont été retenues :

- **Insécurité** : L'insécurité est définie comme étant «un environnement dans lequel une part importante de la population court de graves risques de mort, de maladie ou de faim et peut voir ses moyens d'existence bouleversés sur une période prolongée.
- **Pays en crise prolongée** : Selon le SMIAR de la FAO, une crise prolongée est définie comme étant «un environnement dans lequel une part importante de la population court de graves risques de mort et de maladie et peut voir ses moyens d'existence bouleversés, sur une période prolongée. Les crises prolongées présentent les caractéristiques suivantes: catastrophes naturelles ou conflits répétés, longue durée des crises alimentaires, bouleversement des moyens d'existence et capacité institutionnelle suffisante pour réagir aux crises.
- **Pays sans crise prolongée** : Un pays sans crise prolongée est, à l'opposé d'un pays en crise prolongée, un pays qui n'est pas dans une situation où la population court de graves risques de mort et de maladie, et ses moyens d'existences non menacés.

2. Angola, Afghanistan, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Erythrée, Ethiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Irak, Kenya, Liberia, Libye, Mali, Niger, Nigeria, République Centrafricaine, République démocratique du Congo, République populaire de Corée, Sierra Leone, Somalie, Soudan du sud, Tadjikistan, Tchad, Ouganda, Zimbabwe.

3. Benin, Botswana, Burkina Faso, Cabo Verde, Chili, Costa Rica, Guinée Equatoriale, Gabon, Gambie, Ghana, Japon, Mauritanie, Maurice, Norvège, Panama, Qatar, Sao Tome and Principe, Sénégal, Singapour, Thaïlande, Togo, Uruguay, Viet Nam.

3

Insécurité dans le BLT

Les conséquences de l'insécurité sont diverses et variées. Hormis le nombre impressionnant de morts que cette situation peut occasionner, d'autres conséquences en termes de violation des droits humains sont à relever avant, pendant et après les déplacements internes ou externes des populations affectées en quête de paix et de stabilité.

Le nombre de femmes violées pendant cette période sombre de l'histoire d'un pays ou celles qui perdent la vie pendant la maternité faute d'assistance ou encore celles qui souhaitent vainement avoir accès à la contraception, reste particulièrement élevé. De même, les enfants et les jeunes frappés par la famine et les maladies du fait du non accès à des soins appropriés ou déscolarisés suite à la fermeture des écoles, sont également une préoccupation.

Les centaines de lycéennes Nigérianes enlevées par le réseau terroriste « Boko Haram » en 2014 est une parfaite illustration de ce lot d'actes de désolation qui caractérisent l'insécurité dans cette région.



TABEAU 1

Niveau de sécurité dans zones affectées par Boko Haram

Source : UNDSS, 2017

Région	Country	Zone Réservee	Zone de Sécurité	Zone de Niveau de Sécurité	Score	La Dernière Date d'Activation	Confit Armé	Terrorisme	Crime	Civil Unrest	Hazards	
Afrique	Cameroun	Cameroun	Cameroun	Le Cameroun extreme nord	4 Substantiel	10.125	11 Aug 2015	4	5	5	1	3
Afrique	Cameroun	Cameroun	Cameroun	Zone frontalière du Nigeria extreme nord	5 Elevé	12.605	23 Apr 2015	6	5	6	1	3
Afrique	Tchad	Tchad	Tchad	Lake Area	4 Substantiel	9.485	13 Aug 2015	4	5	4	2	3
Afrique	Tchad	Tchad	Tchad	N'Djamena Urban	4 Substantiel	9.205	13 Jul 2015	2	5	5	5	4
Afrique	Niger	Niger	Diffa	Diffa	5 Elevé	11.7675	15 Jun 2015	5	6	5	3	3
Afrique	Nigeria	Nigeria	Zone du Nord-Est	Adamawa State	4 Substantiel	10.515	30 Jan 2015	4	5	5	4	4
Afrique	Nigeria	Nigeria	Zone du Nord-Est	Borno État	5 Elevé	11.805	16 Jun 2015	5	6	5	3	3
Afrique	Nigeria	Nigeria	Zone du Nord-Est	Yobe	5 Elevé	10.205	16 Jun 2015	3	6	5	3	3

La modification profonde de la structure par âge de la population et la forte représentativité des jeunes dans cette pyramide des âges finit généralement, dans bien des cas, à peser négativement sur la capacité des Etats à assurer une l'offre de services adaptée à la demande. Ce qui semble contribuer significativement aux différentes situations d'insécurité observée dans le monde et dans les pays du BLT, et leurs conséquences désastreuses sur la vie des populations.

4

Profils démographiques des pays autour du BLT

Les quatre pays du BLT à savoir le Niger, le Nigeria, le Cameroun et le Tchad qui font l'objet de la présente étude sont frappés ces dernières années par le conflit lié aux actions terroristes de « Boko Haram ». Les indicateurs de développement qui étaient déjà mauvais dans cette partie de l'Afrique subsaharienne continuent de se dégrader davantage du fait de cette instabilité que connaît la région.

Population et accroissement démographique autour du BLT

La population des quatre pays autour du BLT est estimée à 246 millions d'individus en 2017. Le Nigeria avec ces 186 millions occupe les 75% de cette population contre 10 %, 8% et 6% respectivement pour le Cameroun, le Niger et le Tchad. Le taux d'accroissement démographique dans cette sous-région reste l'un des plus élevés au monde et s'établit en moyenne à 2,8 % avec des disparités importantes entre les quatre pays. Le Cameroun (2,5% par an) et le Nigeria (2,7% par an) détiennent les taux d'accroissement démographiques les plus faibles comparés au Tchad et au Niger qui affichent respectivement des taux de 3,3% et 4% par an pour l'année 2017.

Si dans certains pays africains dont la croissance démographique est relativement maîtrisée comme le Cabo Verde (1,2%), l'Ile Maurice (0,4% par an), le temps de doublement de la population dépassera un demi voire un siècle si ces tendances ne subissent pas des modifications significatives, la situation est tout autre dans les pays autour du Lac Tchad. En effet, la corrélation négative qui existe entre ces deux variables se traduit par un temps de doublement particulièrement court dans les pays dont la croissance démographique est élevée.

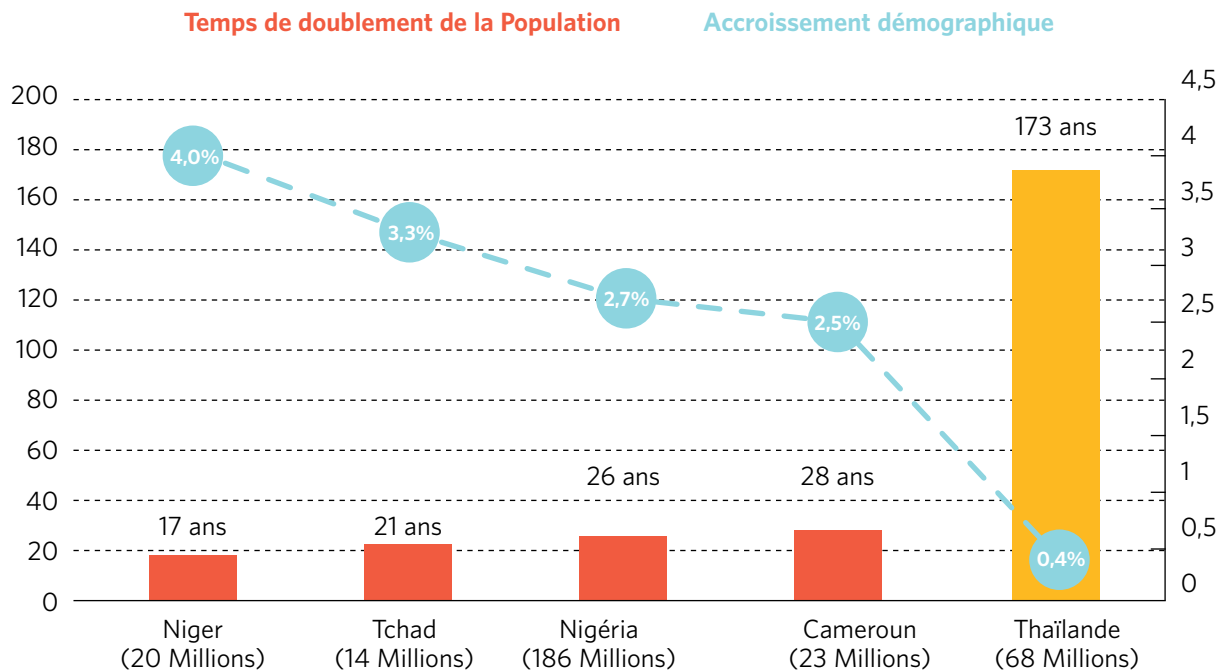


246 mil

POPULATION ESTIMÉE
AUTOUR DU LAC TCHAD



GRAPHIQUE 2 Temps de doublement par pays selon l'accroissement démographique
 Source : UNFPA-WCARO, 2017



Avec de tels niveaux d'accroissement démographique, le Bassin du lac Tchad verra sa population doubler en 25 ans en moyenne. Il importe de noter que la dispersion de ce temps de doublement autour de cette moyenne reste non négligeable dans les quatre pays concernés. La population Camerounaise est ainsi appelée à doubler dans les 28 prochaines années, celle du Nigéria dans 26 ans. La vitesse de doublement la plus rapide est observée au Tchad et au Niger qui battent les records mondiaux, respectivement avec 21 ans et 17 ans. Par contre, dans les pays à faible croissance démographique comme la Thaïlande, il faut attendre près de deux siècles (173 ans) pour voir la population passer de sa taille actuelle au double.

Une bonne lecture du temps de doublement d'une population peut stimuler les initiatives de développement des gouvernements au profit des générations futures. A titre d'exemple, pour le Niger le temps de doublement de la population estimé à 17 ans signifie que plus de la moitié de la population de ce pays sera âgée de 17 ans dans moins de deux décennies. Ce qui suppose des investissements plus importants dans l'amélioration du capital humain, notamment la mise en place d'infrastructures dans les domaines de la santé, de l'éducation pour répondre efficacement à la demande en services sociaux de base de cette jeunesse de plus en plus croissante.

PLUS DE LA MOITIÉ DE LA POPULATION DE NIGER

→ SERA →

17 ans

→

IN 2 DÉCENNIES

Structure par âge et fenêtre d'opportunité démographique

1995

CAMEROUN
ET NIGÉRIA

2015

TCHAD

2035

NIGER



ANNÉES D'OUVERTURE DE
LA FENÊTRE DÉMOGRAPHIQUE
D'OPPORTUNITÉ

Une analyse dynamique de la structure par âge de la population du BLT indique une transition démographique à deux vitesses lorsqu'on considère la période d'ouverture de la fenêtre d'opportunité démographique. L'ouverture de cette fenêtre est mesurée à travers les ratios de dépendance qui sont calculés en considérant le rapport entre la population dont l'âge est compris dans les intervalles 0-15 ans et 65 ans et plus, qui est potentiellement inactive, et celle dont l'âge se situe dans l'intervalle 15-64 ans, qui est considérée comme potentiellement active.

Un ratio de dépendance inférieur à 100 indique que l'effectif de la population potentiellement inactive est inférieur à l'effectif de la population potentiellement active et qu'une personne active contribue à prendre en charge moins d'une personne inactive. Cela signifie, dans une telle situation, que si l'Etat investit convenablement pour permettre à toutes ces personnes potentiellement actives d'avoir un emploi rémunéré, la pression exercée sur les ressources du gouvernement en termes d'investissements dans les services sociaux de base (éducation, santé) sera moindre. Ce qui lui donne la possibilité d'investir dans des secteurs plus productifs et d'accroître son économie.

L'analyse de ces ratios fait apparaître que la fenêtre d'opportunité démographique est ouverte pour le Cameroun et pour le Nigeria depuis les années 1995 tandis que pour le Tchad, elle est récemment ouverte, soit en 2015 et le restera après 2063. Par contre pour le Niger, le rythme actuel de la transition démographique n'est pas encore favorable à l'ouverture de cette fenêtre d'opportunité démographique. En effet sous l'hypothèse du scénario moyen relatif aux projections des Nations Unies, cette ouverture est estimée aux environs de 2035 en l'absence de politiques appropriées aptes à inverser la tendance nataliste observée dans ce pays.

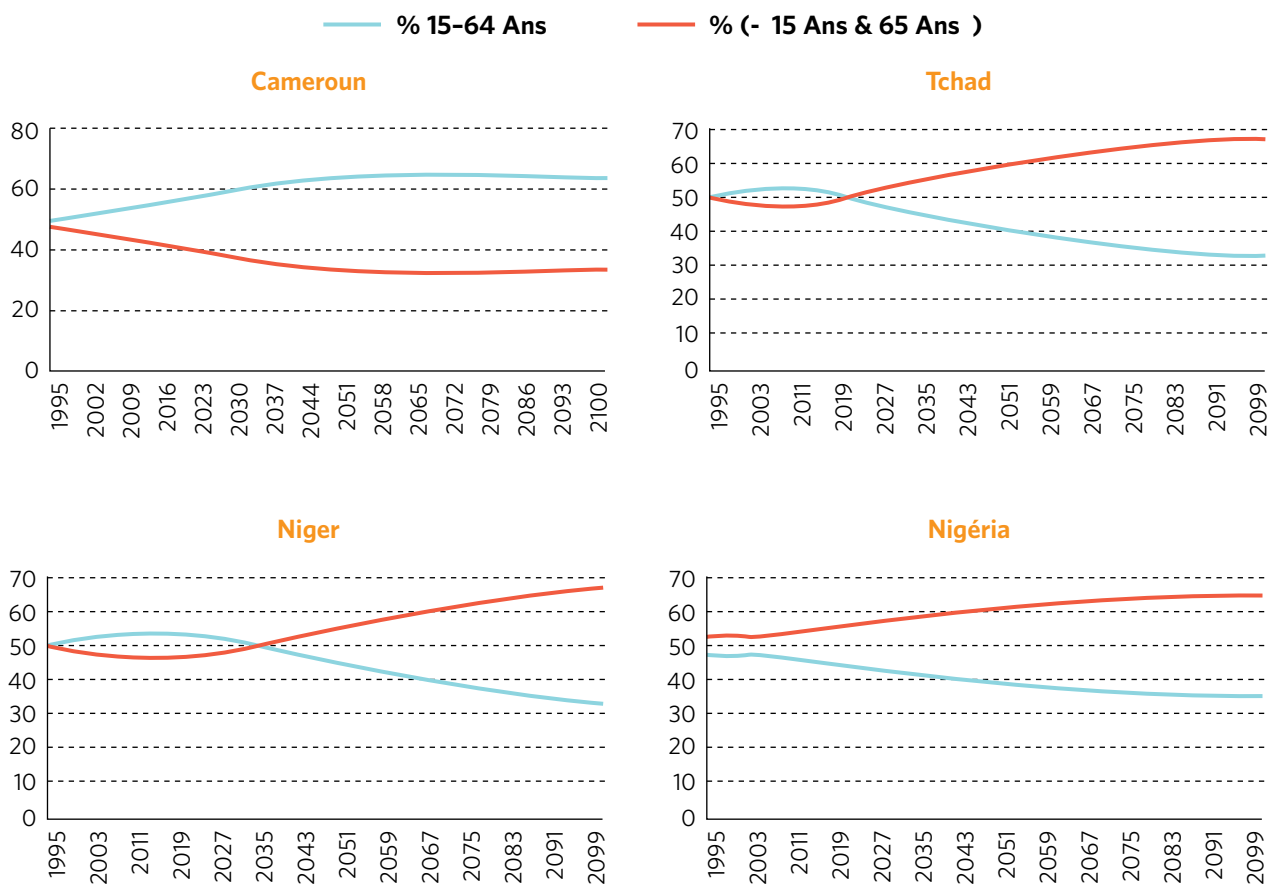
Pour tirer au maximum profit du dividende démographique, il importe donc de minimiser davantage la dépendance moyenne estimée à 90 % qui demeure encore élevée du fait de la fécondité non encore maîtrisée dans cette région. L'indice synthétique de fécondité dans le du BLT est estimé à 5,5 enfants par femme et varie de 4,5 enfants au Cameroun à 5,4 enfants par femme au Nigéria. La fécondité la plus forte est observée au Tchad avec 5,8 enfants par femme, et au Niger où le record mondial est battu avec près de 7 enfants par femme selon les données de 2017.



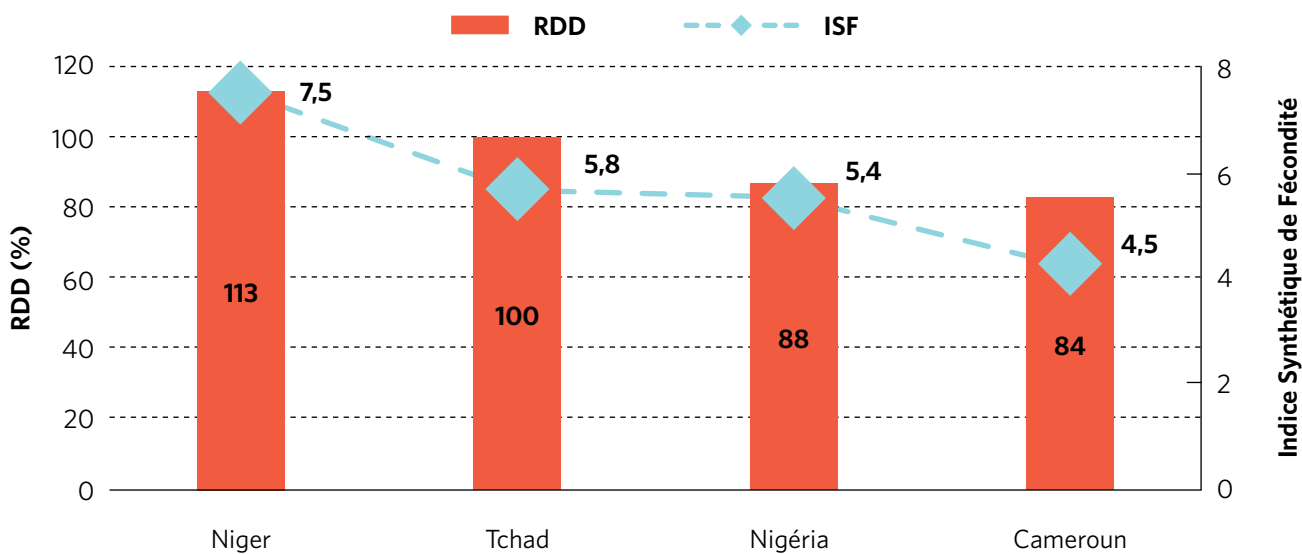
TAUX DE FÉCONDITÉ DANS
LE ZONE AUTOUR AU LAC TCHAD
(ENFANTS PAR FEMME)



GRAPHIQUE 3 Evolution de la structure par âge de la population dans la région du BLT
Source : UNFPA-WCARO, 2017



GRAPHIQUE 4 Variation de la dépendance démographique en fonction de la fécondité par pays dans la région du BLT
Source : UNFPA-WCARO, 2017



5

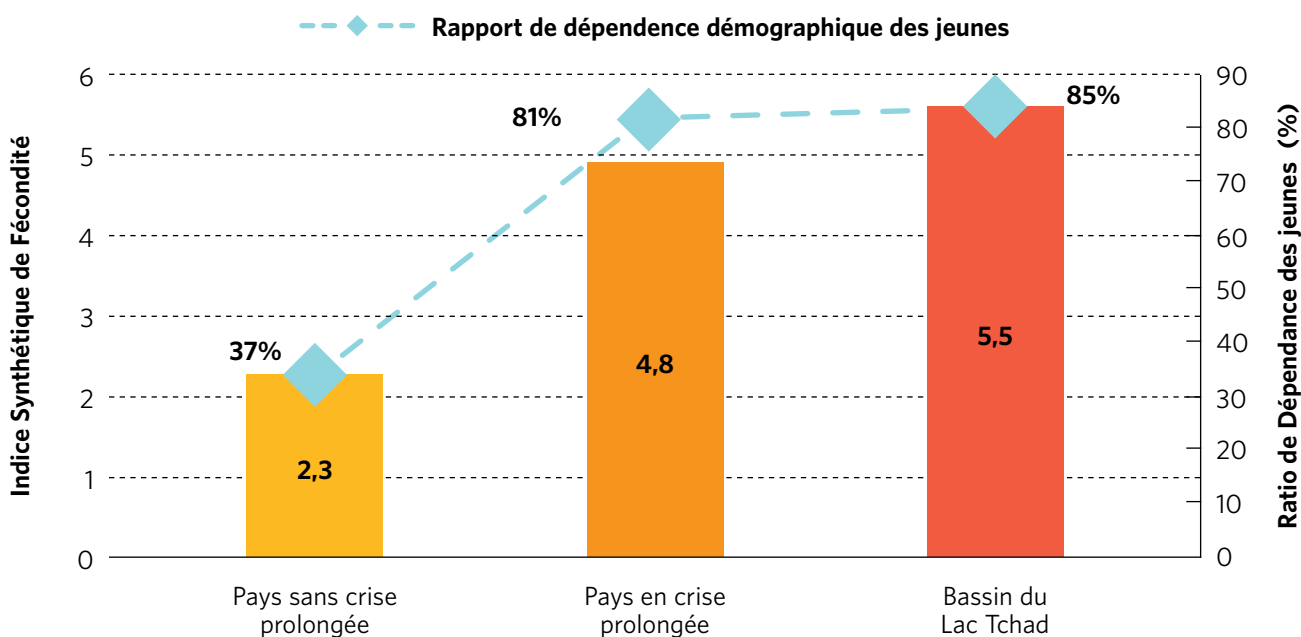
Facteurs sociodémographiques liés à l'Insécurité dans les pays en crise et dans le BLT

Niveau de fécondité et Insécurité

L'analyse de la fécondité dans l'échantillon des 51 pays retenus souligne qu'elle est plus forte dans les pays en crise comparée aux autres pays qui ont vécu des situations de crises prolongées. L'indice synthétique de fécondité est de 2,3 enfants par femme dans les régions plus stables contre 4,8 enfants par femme dans les régions qui ont connu une situation de conflit prolongé, soit un écart moyen de 2,1 points entre les deux situations.

Le BLT qui est une région confrontée depuis des décennies à une situation d'insécurité a un niveau de fécondité de 5,5 enfants par femme soit une avance de 0,7 point par rapport aux pays en crise. Cette tendance observée par rapport à la fécondité reste valable qui concerne ratio de dépendance des jeunes avec lequel elle est fortement corrélée.

GRAPHIQUE 5 Variation de la dépendance des jeunes selon la fécondité par catégorie de région
 Source : UNFPA-WCARO, 2017



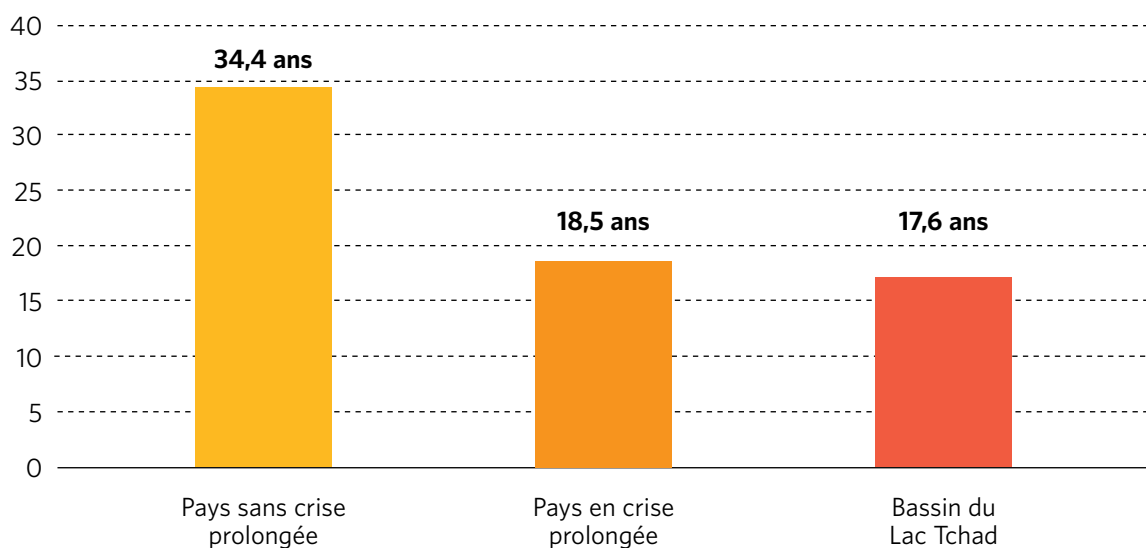
Par ailleurs, on observe que la fécondité et le ratio de dépendance sont tous les deux statistiquement liés à la situation sécuritaire du pays et cette relation est significative au seuil de 1%. Autrement dit, même si la relation de causalité reste difficile à établir, cette analyse statistique montre qu'une fécondité élevée dans un pays avec une structure par âge de la population fortement dominée par les jeunes favorise la survenue d'une situation d'insécurité dans ce pays, toute chose étant égale par ailleurs. Une tentative d'analyse a été faite dans ce sens ailleurs dans le monde, et a abouti aux mêmes conclusions (Hewit et al. 2003 ; Leahy et al. 2007).

Aussi la situation de crise autour du lac Tchad semble être associée à la structure de la population qui est fortement dominée par les jeunes de moins de 24 ans et leur dépendance toujours des adultes plus âgés, et des capacités limitées des gouvernements à répondre à leurs besoins en santé, éducation et insertion dans la vie active.

Age Médian et insécurité

Ce résultat est confirmé par l'association entre l'âge médian dans la population et la survenance d'une situation de crise sécuritaire. Il apparaît notamment que l'âge médian dans les pays n'ayant jamais connu une situation de crise prolongée est largement supérieur à celui des pays en crise. Ce qui signifie que les effectifs de jeunes de moins de 30 sont moins importants. Dans ces pays relativement plus stables, la moitié de la population est âgée d'au moins 34,4 ans alors que dans les pays qui sont plongés dans une crise prolongée la moitié de la population est âgée de 18,5 ans au moins, soit un écart de 16 ans. Ce qui veut dire que la population est beaucoup plus jeune dans les pays en situation de crise. Cette jeunesse de la population s'observe aussi dans les pays du BLT où l'âge médian est seulement de 17,6 ans.

GRAPHIQUE 6 Variation de l'âge Médian par catégorie de région (en années)
Source : UNFPA-WCARO, 2017



Une analyse statistique à l'aide d'un tableau croisé montre que l'âge médian est négativement associé à la situation sécuritaire d'un pays et cette relation est significative au seuil de 1%. Ainsi, toute chose étant égale par ailleurs le risque qu'un pays soit plongé dans l'insécurité semble augmenter avec la jeunesse de sa population. La région du lac Tchad composée d'une population extrêmement jeune comme en témoigne son âge médian semble confirmer cette hypothèse.

Le manque de possibilités d'emplois rend les jeunes plus vulnérables aux fausses promesses des extrémistes et à la traite des êtres humains.

Le Secrétaire Général adjoint aux affaires humanitaires au Sahel, Toby Lanzer, a déclaré que «il est nécessaire de s'attaquer aux problèmes de développement sous-jacents afin de réagir efficacement à la crise humanitaire et de renforcer la résilience dans le LCB».

Niveau de pauvreté et insécurité

L'analyse du niveau de pauvreté dans les pays retenus fait ressortir que la proportion de personnes vivant avec moins de \$1.90 par jour est quatre fois plus importante dans les pays ayant traversés une insécurité prolongée que ceux plus stables. Il apparaît ainsi que dans ces derniers pays tirés de l'échantillon, le niveau de pauvreté est estimé à 11.4% alors que dans ceux à insécurité élevée, elle s'établit à 47.5%. Ce niveau ne s'écarte pas de celle enregistrée dans la région du lac Tchad qui affiche 49,1% avec d'importantes disparités. Au Nigeria plus de la moitié (53,5%) de la population vit avec moins de \$1.90 par jour. Au Niger ce niveau de pauvreté est de 46% tandis qu'au Tchad et au Cameroun, on enregistre respectivement 38% et 24% de personnes qui vivent en deçà du seuil retenu.

53.5%

DE LA POPULATION
DU NIGÉRIA

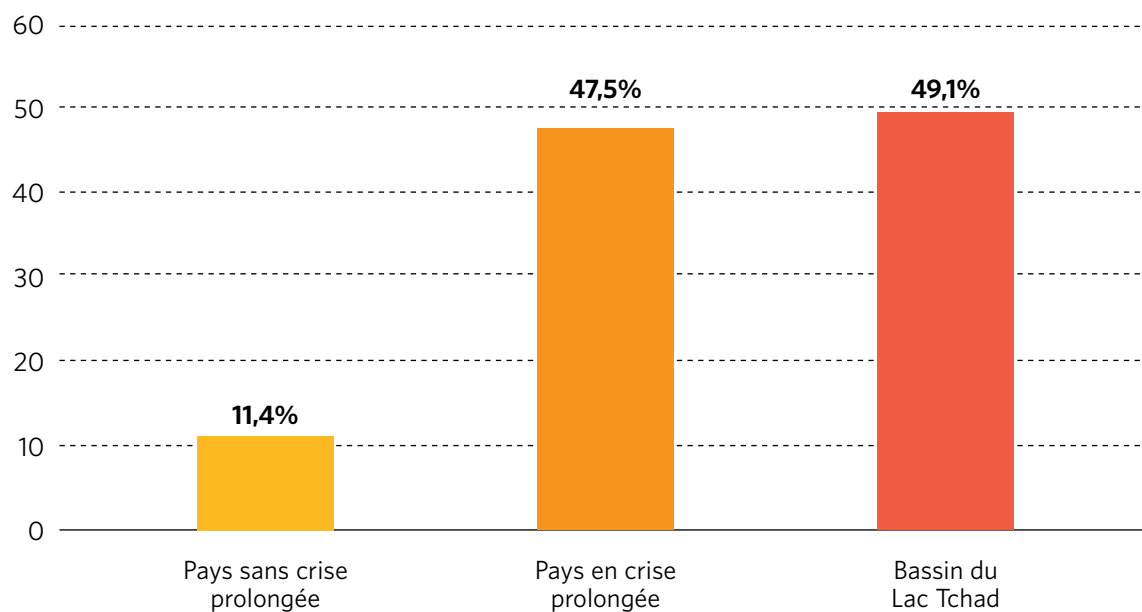
VIVANT AVEC MOINS
→

\$1.90

PAR JOUR



GRAPHIQUE 7 Variation du niveau de pauvreté par catégorie de région (%)
Source : UNFPA-WCARO, 2017



A la lumière de la liaison statistique établie au seuil de 1% entre pauvreté et insécurité il est plausible de présumer que c'est dans les pays où la pauvreté est élevée que le risque d'insécurité est plus grand toute chose étant égale par ailleurs.

La pauvreté qui sévit dans les pays autour du lac Tchad pourrait ainsi être un facteur favorisant l'insécurité dans cette zone. En effet, avec la transition démographique où la structure de la population s'est considérablement modifiée

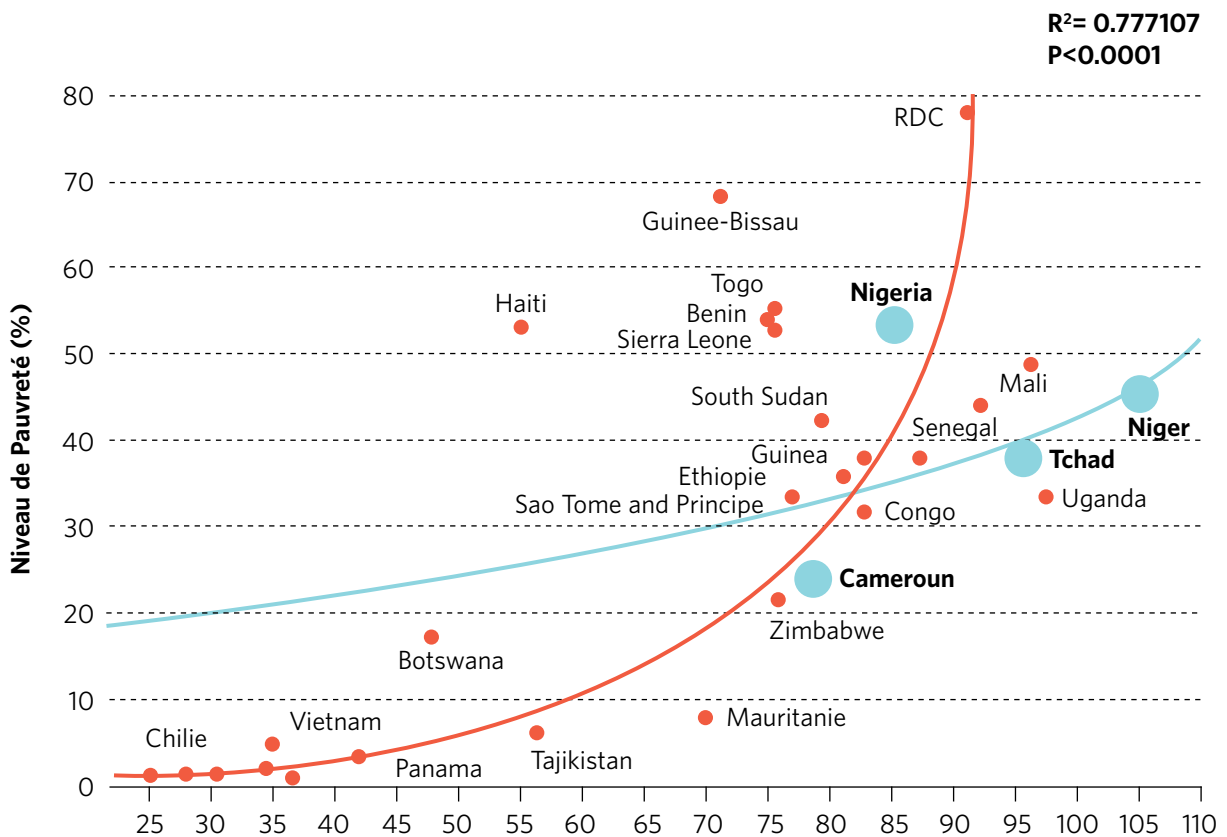




en faveur de l'augmentation des jeunes, les besoins de divers ordres devraient avoir une réponse au même rythme.

Le graphique ci-après qui représente la pauvreté en fonction du ratio de dépendance des jeunes souligne une forte corrélation entre les deux phénomènes. En d'autres termes, il apparaît que c'est dans les pays où les ratios de dépendance des jeunes sont élevés que le niveau de pauvreté et d'insécurité l'est également. Dans les quatre pays du Lac Tchad ces ratios restent élevés traduisant ainsi une prédominance de cette frange de la population.

GRAPHIQUE 8 Variation du niveau de pauvreté en fonction du ratio de dépendance des jeunes
 Source : UNFPA-WCARO, 2017



6

Implications de l'insécurité pour le développement dans le BLT

Les conséquences de l'insécurité prennent des formes diverses et variées et se traduisent dans bien des cas par des violations graves des droits des populations, notamment ceux des femmes et des enfants. On peut noter entre autres, les viols et autres formes de violences exercées sur les femmes, la perte de vie pendant la maternité, faute d'assistance par du personnel qualifié, les difficultés d'accès aux services de planification familiale, et plus particulièrement aux méthodes contraceptives, la malnutrition, le recrutement d'enfants soldats/terroristes, etc. Il faut enfin noter que dans ces pays en crise, la déperdition scolaire surtout chez les filles est très élevée à cause de la fermeture d'écoles.

Décès maternels et accouchements assistés par du personnel qualifié

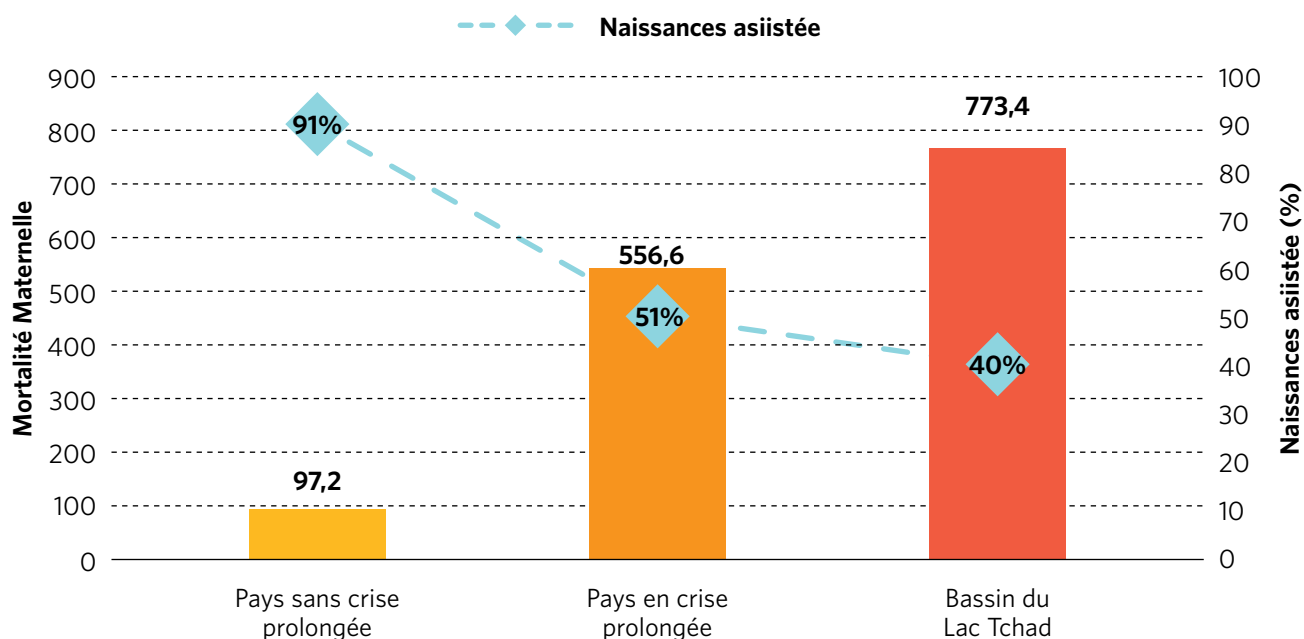
Le ratio de mortalité maternelle exprime le nombre de décès de femmes pour 100 000 naissances vivantes. L'analyse de ce ratio pour les 51 pays objet de cette étude montre que la mortalité maternelle est près de 6 fois plus élevée dans les pays en crise que ceux plus stables. Elle se situe à 97,2 décès pour 100 000 naissances dans les premiers contre 556,6 dans ceux qui ont connu une crise prolongée. La situation est pire dans le groupe des quatre pays du Lac Tchad qui affiche un ratio de 773,4 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes.

Il importe de noter que ces forts niveaux de mortalité maternelle relevés dans les pays en crise sont en partie liés à une faible assistance des naissances pendant l'accouchement comme en témoigne les sens de variation inverse des deux variables. La mortalité maternelle est donc plus basse dans les régions où les naissances sont plus assistées. Ce niveau d'assistance varie de 91% dans les pays n'ayant pas connu de longues crises à 51% dans les pays en crise et 40% dans le groupe des pays cibles du Lac Tchad où cette assistance s'avère plus faible.

Par ailleurs, il apparaît que l'assistance des naissances pendant l'accouchement est significativement associée à la situation sécuritaire des pays. Le risque que des naissances soient non assistées pendant l'accouchement est plus élevé dans les pays qui traversent ou ont connu une crise prolongée comparés à ceux plus stables, toute chose étant égale par ailleurs.

GRAPHIQUE 9

Variation de la mortalité maternelle selon l'assistance à l'accouchement par catégorie de région
 Source : UNFPA-WCARO, 2017



Prévalence contraceptive et fécondité des adolescentes

Les enquêtes démographiques et de santé (EDS) en Afrique montrent que la fécondité des adolescentes a une contribution importante dans la fécondité globale. Les résultats des analyses réalisées sur notre échantillon de pays montrent que les taux de fécondité des adolescentes qui expriment le nombre de naissances pour 1000 adolescentes de 15-19 ans sont beaucoup plus importants dans les pays en crise. Ils s'élèvent à 114 naissances pour 1000 adolescentes dans les pays en crise prolongée contre 42 naissances dans les pays de paix soit un écart de 72 points. Cette différence s'accroît si l'on considère le groupe des quatre pays du Lac Tchad pour lequel le taux de fécondité s'élève en moyenne à 133 naissances vivantes pour 1000 adolescentes.

NOMBRE DE NAISSANCES POUR 1000 ADOLESCENTES



42 naissances



**PAYS SANS CRISE
PROLONGÉE**

114 naissances



**PAYS EN CRISE
PROLONGÉE**

133 naissances

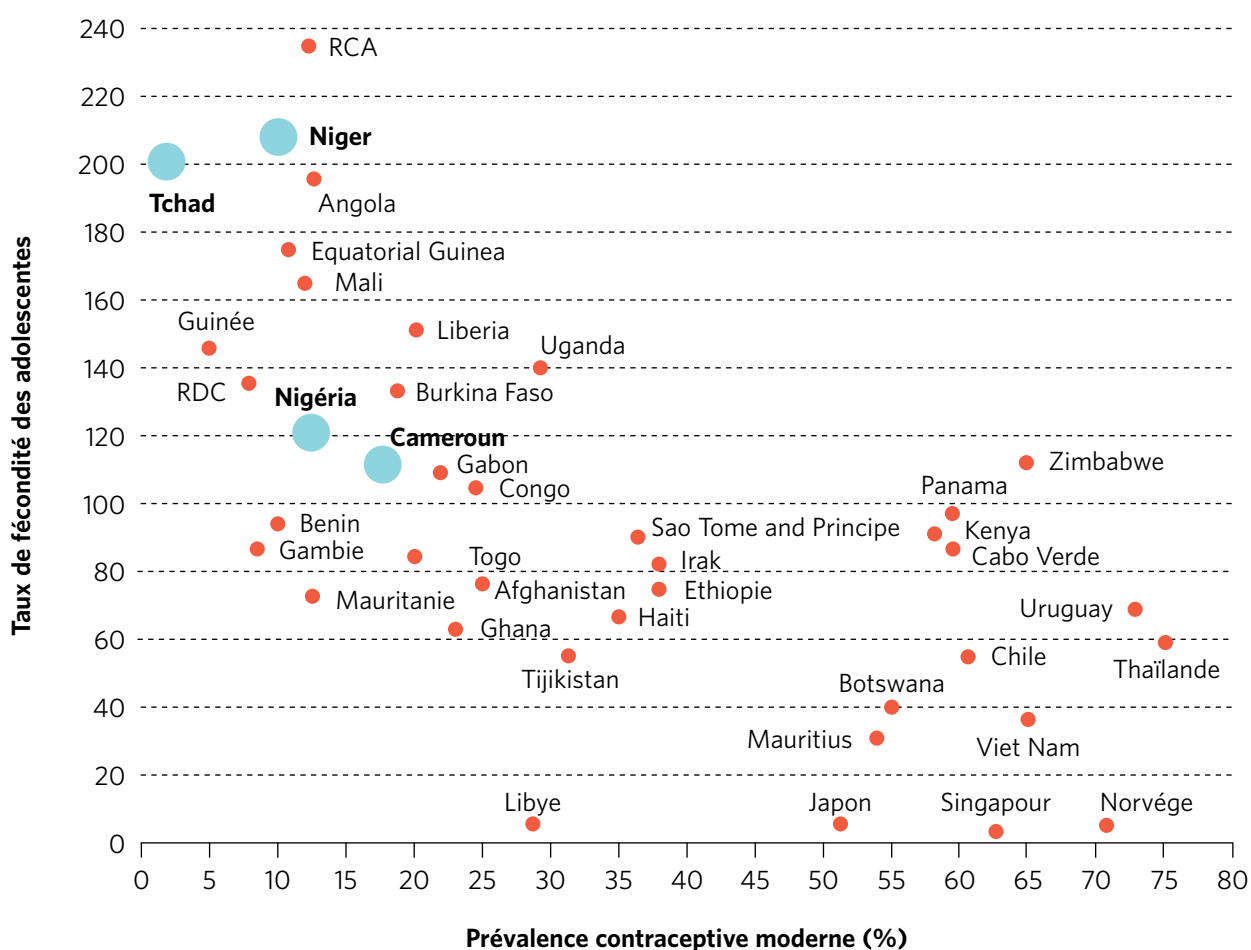


**CAMEROUN / TCHAD
NIGER / NIGÉRIA**

La corrélation négative entre fécondité et accès à la contraception illustrée par le graphique ci-dessous peut constituer un élément de preuve de cette forte fécondité enregistrée dans les pays en crise. En effet, l'insuffisance des ressources et le dysfonctionnement des systèmes sanitaires liés en partie à la mauvaise gouvernance agissent négativement sur la qualité de l'offre de services publics y compris l'accès à la planification familiale. Comme pour la fécondité, les résultats de cette analyse confirment une relation positive entre la pratique contraceptive et le de survie d'une crise sécuritaire, qui se traduit par des niveaux de prévalence plus faibles dans les pays ayant traversé ou connu une crise prolongée.

Elle est en effet 2 fois plus élevée dans les pays n'ayant pas traversés de crises prolongées comparée à ceux qui en ont connu. Les pays du BLT affichent la prévalence contraceptive la plus faible estimée en moyenne à 12% contre 24% et 52% respectivement pour les pays en crise et les pays plus stables. Ce bas niveau de prévalence dans les pays en crise prolongé est surtout lié aux besoins non satisfaits très élevés dans une situation de crise.

GRAPHIQUE 10 Variation de la fécondité en fonction de la prévalence contraceptive
Source : UNFPA-WCARO, 2017





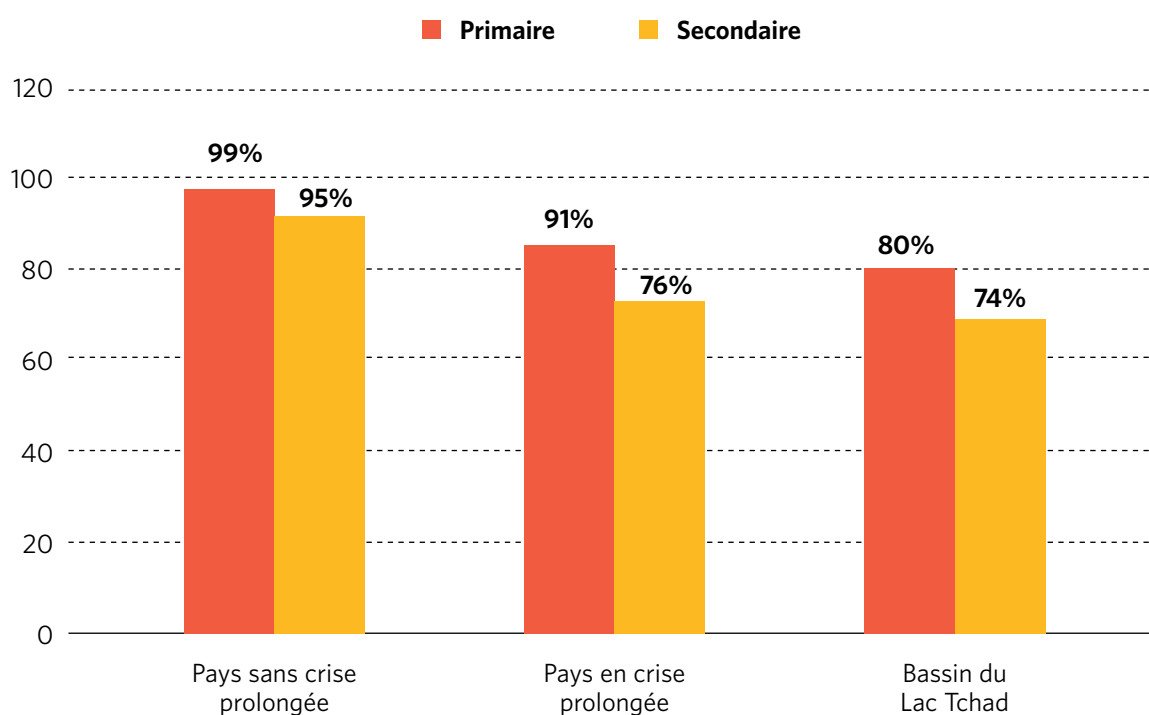
Education

Dans le domaine de l'éducation, les mêmes tendances que les autres indicateurs se dessinent également. Les taux de scolarisation sont plus élevés aussi bien au primaire qu'au secondaire dans les pays n'ayant jamais enregistrés de longues crises beaucoup que ceux observés dans les pays ayant traversé une crise prolongée.

A titre d'exemple, les pays plus stables affichent des taux nets de scolarisation de 90% et 60% respectivement pour le primaire et le secondaire alors que dans ceux en crise ils s'élèvent à 73% et 30% pour les deux cycles respectifs.

L'analyse de l'indice de parité fille/garçon entre catégories de pays montre des écarts importants qui se creusent davantage quand on passe d'un niveau scolaire à un autre. Si dans les pays plus stables, on note dans les deux cycles au moins 95 filles pour 100 garçons avec une presque parité au primaire, la situation est tout autre dans les pays en crise. Dans ces derniers, il ressort que 100 garçons au primaire correspondent à 91 filles tandis qu'au secondaire pour 100 garçons on a seulement 76 filles. Dans les pays cibles du Lac Tchad, les filles sont les plus laissées pour compte avec des indices de parité respectifs de 80% et 74% pour le primaire et le secondaire.

GRAPHIQUE 11 Variation de l'indice de parité fille/garçon par catégorie de région
Source : UNFPA-WCARO, 2017



Dépendance économique

Compte tenu des limites du ratio de dépendance qui oppose la population inactive à la population potentiellement active, ce qui n'est pas effectif lorsqu'on considère les cas de chômage, d'invalidité et du travail des enfants, phénomènes assez répandus en Afrique, nous avons recouru au ratio de dépendance économique ou ratio de soutien comme mesure de la dépendance afin de mieux apprécier les efforts des gouvernements dans le BLT dans le domaine de la création d'emplois pour les jeunes.

Les résultats montrent un grand déficit du cycle de vie à la jeunesse traduisant ainsi l'ampleur du chômage et du sous-emploi des jeunes vivant dans les pays du BLT. Le nombre particulièrement élevé de jeunes du fait de la transition démographique couplé à la vulnérabilité de cette région en proie à de multiples crises l'a positionné comme celle où le déficit de cycle de vie à la jeunesse est plus important.

Le Tableau ci-après, met en évidence la dépendance économique dans les pays du BLT. Le Déficit du Cycle de vie enregistré dans la zone est estimé en 2014 à 34% de son PIB, soit près de 200 Milliards USD. Ce déficit représente également plus de 6 fois le PIB du Cameroun en 2014.

TABEAU 2 Déficit / Surplus du BLT (en milliards USD)
Source : CREG/REFAT 2017

Groupe d'âges	Consommation	Revenu du travail	Déficit (+) ou Surplus (-) du cycle de vie
0-28 ans	329,66	84,30	245,35
29-60 ans	148,43	200,02	-51,60
61 ans et +	21,81	15,80	6,01
Ensemble	499,90	300,13	199,77

La consommation agrégée sur le cycle de vie dans la zone est estimée à 329 Milliards USD et le revenu du travail à 84,30 Milliards soit un déficit du cycle de vie de 245,35 Milliards USD pour la tranche d'âge 0 à 28 ans. Ainsi la dépendance économique à la jeunesse est estimée à 245,35 Milliards USD soit 42% du PIB de la zone.

En ce qui concerne la tranche d'âge 29-60ans, la consommation agrégée s'élève à 148,43 Milliards USD et le revenu du travail à 200,02 Milliards USD. Soit un surplus de 51,60 Milliards USD représentant 9% du PIB de la zone. Les séniors quant à eux, enregistrent un déficit de 6 Milliards USD.

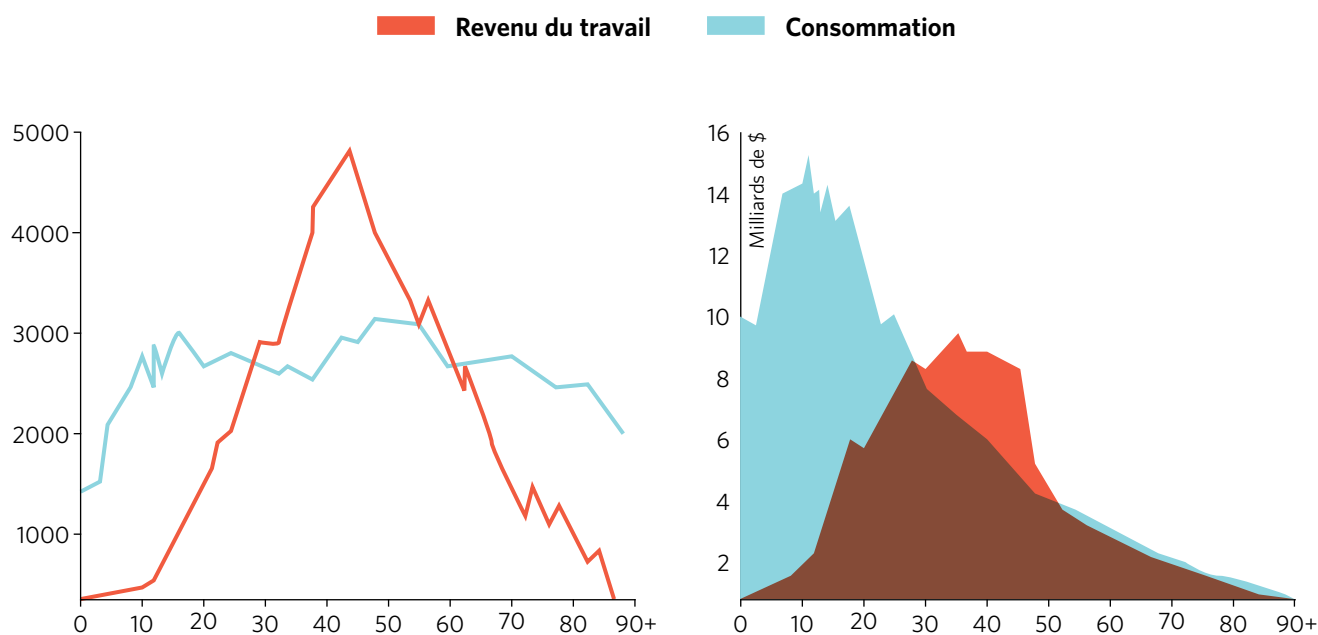
Au total, l'analyse selon le cycle de vie montre que les pays du BLT enregistrent un déficit important qui ne peut être comblé par l'apport des générations en surplus. En effet, le BLT reste très vulnérable compte-tenu de la jeunesse de la population : 63% à moins de 25 ans et cumule un besoin de financement de plus de 245 Milliards USD.

Le graphique ci-dessous donne une représentation du profil de consommation et du revenu de travail sur le cycle de vie dans le BLT en 2014. Il montre, d'une part, que la consommation moyenne s'élève à près de 1186 Milliards USD à la naissance, puis augmente avec l'âge pour atteindre 2834 Milliards USD vers l'âge de 16 ans avant de commencer à baisser. En effet, au-delà de 16 ans, les individus commencent à s'insérer progressivement sur le marché du travail et le revenu de leur travail permet de supporter une partie de leurs besoins de consommation.

D'autre part, lorsqu'ils partent à la retraite, les personnes âgées s'appauvrissent davantage car le déficit à la vieillesse augmente continuellement avec l'âge. Pour ce qui concerne les personnes actives, elles dégagent un excédent de revenu du travail à partir de 29 ans. Le niveau de revenu maximal atteint une valeur maximale 4811 Milliards USD autour de 44 ans. Au-delà de 60 ans, les individus accumulent encore un déficit de cycle de vie.



GRAPHIQUE 12 Profil moyen régional du BLT en 2014 (Milliards USD) et le Profil agrégé régional du BLT en 2014 (USD)
 Source : CREG/CREFAT 2017



Le graphique ci-dessus qui illustre le profil agrégé de consommation et de revenu sur le cycle de vie montre que le niveau du déficit du cycle de vie est très important à la jeunesse (0-28ans) mais négligeable à la vieillesse (61 ans et plus). En effet, ce graphique montre que le déficit à la naissance avoisine les 9,5 Milliards USD et augmente jusqu'au niveau le plus élevé qui tourne autour de 14,7 Milliards USD à 9 ans. En revanche, le surplus maximal est observé autour de 39 ans avec une valeur de près de 3,5 Milliards USD. Ainsi, la somme des déficits à la jeunesse et à la vieillesse (251,36 Milliards USD) dépasse largement le surplus engrangé sur le cycle de vie (51,6 Milliards USD).



7

Réponse humanitaire de l'UNFPA dans le BLT



EN 2016, L'OFFRE DE CONTRACEPTIFS, A PERMIS D'ÉVITER:



837.000

GROSSESSES NON-DÉSIRÉES

150.000

AVORTEMENTS À RISQUE

4.670

DÉCÈS MATERNELS

Dans les pays autour du BLT (Cameroun, Niger, Nigeria, Tchad), l'UNFPA accompagne les gouvernements dans la mise en œuvre de leurs politiques de population notamment dans les domaines de la santé sexuelle et reproductive y compris la planification familiale et la prévention au VIH/Sida. Les programmes de l'UNFPA ciblent les populations vulnérables telles que les adolescentes et les femmes aussi bien celles qui sont déplacées du fait du conflit lié à « Boko Haram ».

Ainsi en 2016, près de 10 millions d'utilisatrices de méthodes modernes de contraception ont été enregistrées dans les 4 pays grâce aux efforts conjugués des gouvernements avec l'appui des partenaires dont l'UNFPA. Ce résultat bien qu'insuffisant au regard des besoins non satisfaits en matière de contraception, a permis d'éviter plus de 837 mille grossesses non-désirées, plus de 150 mille avortements à risque et 4670 décès maternels.

Dans les zones de conflit où agissent les éléments de « Boko Haram » au Niger (Diffa), au Nigeria (Etat de Borno surtout, mais Adamawa et Yobe), au Cameroun (Extrême Nord) et au Tchad (Région du Lac), ce sont 11,7 millions de personnes qui sont affectés par la crise dont la plupart des femmes, des enfants et des jeunes contraints à se déplacer. Dans ses interventions, l'UNFPA se focalise sur :

1. la fourniture d'une assistance pour sauver des vies en santé sexuelle et reproductive en faveur des populations touchées par la mise en œuvre de la trousse minimale de services initiaux (DMU) ;
2. l'amélioration des considérations liées à la dimension genre, en particulier la prévention multisectorielle et la réponse aux violences basées sur le genre (VBG) ;
3. l'appui à la prise de décisions lors de la préparation, pendant la réponse et après la crise ;
4. la préparation des acteurs aux catastrophes grâce aux renforcements de capacités et la prise de certaines dispositions ; et
5. le renforcement de la résilience des populations vulnérables en comblant l'écart entre les interventions humanitaires et les interventions de développement.



Environ 1 342 000 personnes ont bénéficié en 2016 des services de santé sexuelle et reproductive et de violences basées sur le genre dans les zones de conflit de ces 4 pays dont 406 mille sont des adolescents ou jeunes. Près de 280 mille femmes ont bénéficié des services de soins ou de conseil sur les VBG, et 8400 femmes ou filles ont utilisé les kits après viol au cours de l'année 2016 dans ces zones de conflits.

En agissant ainsi, l'UNFPA parvient à assurer la continuité des services de santé sexuelle et reproductive dans un contexte de crise noté dans le BLT.

8

Conclusion et Recommandations

Ce rapport et les analyses qui y sont faites ont permis de comprendre l'influence des variables démographiques dans la survenance de conflits armés ou de crises sécuritaires dans les pays autour lac Tchad. Les relations les plus significatives sont obtenues avec la fécondité, la structure par âge de la population, et la mortalité maternelle. Mais ces caractéristiques purement démographiques qui augmentent le risque de conflit civil ou de crise sécuritaire interagissent les unes avec les autres et avec d'autres facteurs démographiques ou non démographiques non pris en compte dans cette étude tels que l'histoire coloniale des pays, l'environnement culturel et géographique, l'urbanisation ainsi que la volonté politique des dirigeants à mettre en œuvre des politiques pour prévenir ces conflits.

Le fait d'ignorer ces aspects dans l'analyse des causes des conflits armés et de l'insécurité dans les pays autour du lac Tchad apparaît comme une limite de notre étude. Néanmoins, les résultats contenus dans ce rapport sont concordants avec ceux d'autres études antérieures réalisées ailleurs dans le monde. Par exemple, Elisabeth Leahy et ses alliés (2007) ont montré que les pays qui avaient des structures par âge de la population très jeunes étaient plus susceptibles d'être confrontés à des situations d'insécurité que ceux qui avaient une structure d'âge mature. De même, sur la période 1970-1990, Brian Hewit et ses collègues (2003) ont montré que les pays qui étaient très avancés dans leur transition démographique étaient moins susceptibles d'expérimenter des conflits civils que ceux qui avaient accusé un retard dans leur transition démographique. Cette probabilité diminuait dans ces pays potentiellement à haut risque au fur et à mesure qu'ils expérimentaient des baisses significatives des niveaux de mortalité et de fécondité.

Ce rapport constitue donc une source d'information utile pour orienter l'élaboration de politiques nationales qui mettraient l'accent sur les aspects suivants pour contribuer à la stabilité et au développement social et économique dans les pays autour du lac Tchad :

- L'amélioration de l'accès des femmes et des jeunes/adolescentes aux services de santé sexuelle et reproductive de qualité, y compris les services de planification familiale par la mobilisation de la volonté et de l'engagement politique pour la mise en place des services qui permettent aux femmes et aux couples de choisir pour eux-mêmes le moment et la fréquence des

grossesses, qui favorisent la survie de la mère et de l'enfant, et qui protègent les adultes en âge de procréer du VIH et d'autres infections sexuellement transmissibles, des épidémies et des maladies endémiques.

- L'articulation pour les décideurs politiques et les partenaires au développement, par le biais de la recherche et du plaidoyer, des relations entre la dynamique démographique et les conflits armés pour assurer le financement des programmes de planification familiale, d'éducation des filles, de santé maternelle et infantile et la prévention des grossesses et mariages précoces, qui, pris ensemble, entraînent la baisse de la fécondité et de mortalité.
- La lutte contre le mariage d'enfants en mettant en évidence son ampleur et sa profondeur, ses moteurs, ainsi que son impact sur les filles, les familles, les communautés et les nations. Compte tenu de la diversité des raisons de ces mariages, les interventions pour lutter contre le mariage d'enfants devraient s'articuler autour du renforcement du pouvoir des filles, la mobilisation des familles et des communautés, la fourniture de prestations de services de qualité, et l'établissement et la mise en œuvre des lois et politiques.
- La mobilisation des leaders communautaires et religieux (qui sont très influents dans leurs communautés, et respectés, écoutés et crédibles) ainsi que les organisations de jeunesse pour accompagner et accélérer les transformations en cours, en veillant à ce qu'elles soient adaptées aux réalités culturelles de chaque pays
- L'amélioration de la situation juridique, éducative et économique des femmes et des jeunes à travers la mise en place de réformes sociales et politiques qui aident les filles à se maintenir à l'école jusqu'au niveau secondaire, à offrir aux femmes des possibilités économiques.
- L'amélioration de la Gouvernance et le renforcement des Institutions nationales par la mise en place de réformes qui reflètent les engagements internationaux en matière de développement et renforcent l'état de droit, la prise en charge des questions liées aux droits de l'homme, à la justice, à l'égalité et à l'équité de genre.
- Le soutien à la mise en œuvre des actions humanitaires en réponse aux crises sécuritaires et l'amélioration de la compréhension et de la sensibilité à l'utilisation de la violence contre les femmes dans les situations de crises humanitaires.
- L'élaboration et la mise en œuvre de politiques nationales de développement par l'intégration d'une analyse de la dynamique de la population fondée sur des données et une analyse de leurs liens avec le développement durable, la survenance de conflits, l'instabilité politique et les crises sécuritaires ou humanitaires.
- La mise en place d'un groupe de réflexion et de travail multipartite et multidisciplinaire sur le BLT dont le rôle sera de traduire toutes ces recommandations en projets et plans d'actions.

TABLEAU 3
Quelques statistiques sur les pays autour du Lac Tchad
 Source : UNFPA, 2017


Indicateurs	Population					Fecundite	
	Croît Démographique (%)	Age Médian (années)	Population 10-24ans (%)	RDDJeunes (%)	RDD Total (%)	ISF (Nombre d'enfants par femme)	Taux de fécondité des adolescentes (naissances pour 1000 adolescentes)
Pays sans crise prolongée	1,0	34,4	21,5	37,0	57,6	2,3	42,5
Pays en crise Prolongée	2,7	18,5	32,1	80,6	85,7	4,8	115
Pays autour du Lac Tchad	2,8	17,6	31,4	85,0	90,1	5,5	133,5
Cameroun	2,5	18,5	33	78,4	83,6	4,5	119
Tchad	3,3	16,0	34	95,8	100,1	5,8	203
Niger	4	14,8	31	107,5	113,3	7,5	206
Nigéria	2,7	17,9	31	82,6	87,6	5,4	122

Indicateurs	Sante Maternelle		Sante Sexuelle et de la Reproduction			Education				Economie
	Mortalité Maternelle	Naissances assistées par du personnel qualifié (%)	Contraception (%)			Taux Net de Scolarisation au Primaire (%)		Taux Net de Scolarisation au Secondaire (%)		Pauvreté (%)
			Prévalence Moderne	Demande non satisfaite	Demande Satisfaite Moderne	Garçon	Fille	Garçon	Fille	
Pays sans crise prolongée	97,2	91	52,4	15,1	68,9	94,6	87,6	60,1	60,1	11,4
Pays en crise Prolongée	556,6	51	23,8	23,2	40,4	77,5	70,5	34,7	27,5	47,5
Pays autour du Lac Tchad	773,4	40	11,9	21,7	29,5	74,8	63,5	29,2	22,0	49,1
Cameroun	596	65	18	22	35	100	90	46	40	23,98
Tchad	856	24	3	23	11	95	74	16	5	38,43
Niger	553	40	10	18	31	66	57	19	13	45,7
Nigéria	814	38	12	22	30	71	60	x	x	53,47

TABLEAU 4

Répartition de l'échantillon des pays retenus pour l'étude
Sources : SMILAR de la FAO et Initiatives de développement, mis à jour avec la liste de surveillance des pays couverts par UNFPA WCARO, 2017

N°	Pays ayant connu des crises prolongées	Pays sans crises prolongées
1	Angola	Benin
2	Afghanistan	Botswana
3	Burundi	Burkina Faso
4	Cameroun	Cabo Verde
5	Congo	Chili
6	Côte d'Ivoire	Costa Rica
7	Erythrée	Guinée Equatoriale
8	Ethiopia	Gabon
9	Guinée	The Gambia
10	Guinée-Bissau	Ghane
11	Haiti	Japon
12	Irak	Mauritanie
13	Kenya	Maurice
14	Liberia	Norvège
15	Libye	Panama
16	Mali	Qatar
17	Niger	Sao Tome and Principe
18	Nigéria	Sénégal
19	République Centrafricaine	Singapour
20	République Démocratique du Congo	Thaïlande
21	République populaire de Corée	Togo
22	Sierra Leone	Uruguay
23	Somalie	Viet Nam
24	Soudan du Sud	x
25	Tajikistan	x
26	Tchad	x
27	Uganda	x
28	Zimbabwe	x

TABLEAU 5

Pays en crise prolongée – FAO GIEWS

Sources : SMIAF de la FAO et initiatives de développement

Pays	Pays en situation de crise prolongée: typologie des crises, 1996-2010, et proportion de l'aide humanitaire, 2000-2008			
	Seulement catastrophe naturelle	Seulement catastrophe causée par l'homme	Combinaison de catastrophes naturelles et causées par l'homme	Total des catastrophes (1996-2010)
	(Nombre d'années)			(Pourcentage)
Afghanistan	x	5	10	15
Angola	1	11	x	12
Burundi	x	14	1	15
Congo	x	13	x	13
Côte d'Ivoire	x	9	x	9
Érythrée	2	3	10	15
Éthiopie	2	2	11	15
Guinée	x	10	x	10
Haïti	11	1	3	15
Iraq	x	4	11	15
Kenya	9	x	3	12
Liberia	x	14	1	15
Ouganda	x	4	10	14
République centrafricaine	x	8	x	8
République populaire démocratique de Corée	6	3	6	15
Sierra Leone	x	15	x	15
Somalie	x	x	15	15
Soudan	x	5	10	15
Tadjikistan	3	x	8	11
Tchad	2	4	3	9
Zimbabwe	2	3	5	10



Références

- AFDB, Rapport de synthèse sur la compétitivité en Afrique, 2015-221pages
- Brian Hewitt, Jennifer Kaczor, Ellen Davis, Eric Steiner, Jennifer Dusenberry, Akia Talbot, (2003), Security demographic: Population and civil conflict after the cold war: Population Action International, 2003
- DRAMANI Latif, Economie Générationnelle et Dividende Démographique - Eléments de Diagnostic au Sénégal - Tome 1- 438 pages
- Elizabeth Leahy, Robert Engelman, Carolyn Gibb Vogel, Sarah Haddock, and Tod Preston: (2007), Population Action International, 2007. 96 pages. Washington, DC
- FAO, (2010), Rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde (12 à 28 pages)
- OIT, Rapport sur le travail dans le monde, 2014 - 226 pages - 9789221290391[ISBN]
- GOREE Institute : Rapport sur les systèmes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique de l'ouest
- SALL Alioune, (2016), Accélération du dividende démographique: quelques réflexions sur les cadres stratégiques du FNUAP et de l'Union Africaine
- UNIVERSITY of California, Berkeley, Bixby Center for Population, Health and Sustainability: The interplay between population dynamics and conflict
- UNFPA WCARO: Regional Demographic Profiles Compared: West and Central Africa's Position, 2016- 49PP
- UNFPA WCARO, transformer et améliorer des vies, rapport annuel 2015 - 72 pages
- UNFPA, L'Etat de la Population mondiale, Rapport 2016 - 116 pages
- ROSIERE Stéphane, Géographie politique et Géopolitique: une grammaire de l'espace politique, 2ème édition 2007 - 423 pages
- RUFIN Jean-Christophe, L'empire et les nouveaux barbares, Rupture Nord-Sud, Jean-Claude Lattès, Paris
- www.thisdaylive.com/index.php/2017/02/16/ngom-investing-in-youth-should-be-africas-devt-priority/: link to the interview granted by the UNFPA Regional Director, Mabingue NGOM, entitled "Investing in Youth Should be Africa's Dev't Priority"



**Réaliser un monde où
chaque grossesse est désirée,
chaque accouchement est
sans danger et le potentiel
de chaque jeune est accompli**

**Bureau régional de l'UNFPA
pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre**
Route du King Fahd Palace,
Almadies - PO Box 21090 Dakar

 www.unfpa.org
wcaro.unfpa.org

 @UNFPA_WCARO

 @UNFPAWCARO